

Paris le 27 septembre 2017

Monsieur le Président,

Nous vous faisons une lettre, que vous lirez peut-être, si vous avez le temps. Avec huit autres organisations de retraités et retraitées, nous vous avons déjà écrit à deux reprises pour pouvoir obtenir une rencontre avec vous. Manifestement, vous n'avez pas le temps de nous recevoir. Mais vous prenez bien votre temps pour traiter les personnes retraitées de privilégiées, particulièrement à l'égard des jeunes et des « actifs ». C'est la raison pour laquelle, quand, récemment, vous avez précisé que « vous ne céderiez rien face aux fainéants », nombre de personnes retraitées ont encore considéré que vous vous adressiez à elles. Ça fait beaucoup !

Par cette nouvelle lettre, nous venons confirmer le dernier courrier commun aux neuf organisations de retraité-e-s sollicitant de vous rencontrer le 28 septembre, jour de la nouvelle journée de mobilisation des personnes retraitées à l'appel de ces neuf organisations.

C'est vous que nous voulons rencontrer car c'est bien vous qui estimez que les retraités sont « aisés », et ce à partir d'une retraite de 1 200 euros pour une personne seule et 2 042 euros pour un couple ! Nous voulons vous parler de la réalité économique, sociale, humaine, de nombreuses personnes retraitées, des personnes que vous ne semblez pas croiser tous les jours. Celles et ceux qui ont des difficultés pour finir le mois, pour garnir le réfrigérateur, pour assurer certains soins, pour payer leur loyer, leur électricité, etc. Beaucoup ont déjà subi les lourdes augmentations fiscales du fait de la disparition de la « ½ part aux veuves », de la fiscalisation du complément de pension des personnes ayant élevé des enfants et de la taxe CASA. Votre augmentation programmée de la CSG des retraités et la baisse des APL sont logiquement perçues comme la marque de choix cyniques et extrêmes quand on met en parallèle la baisse de l'impôt sur les sociétés, le plafonnement à 30 % de l'impôt sur le revenu sur les revenus mobiliers et l'exonération annoncée des patrimoines mobiliers de l'impôt sur la fortune. Nous ne sommes pas des « fainéants », à l'inverse des gros titulaires de portefeuilles boursiers, rentiers qui vivent, toute leur vie, du travail des autres et que vous ne cessez de favoriser ! Notre retraite d'aujourd'hui est la suite de nos cotisations versées tout au long de notre vie active. Notre retraite n'est pas une prestation sociale.

En continuant de penser que le Président de la République française ne peut que souhaiter affronter le discours de celles et ceux qui critiquent ses choix politiques, et donc recevoir nos 9 organisations, nous vous présentons nos salutations les plus respectueuses.

Gérard Gourguechon, Patrice Perret, Jean Piot